

INTERNATIONAL

Après la mort des présidents du Burundi et du Rwanda dans un accident d'avion

De violents combats ont éclaté dans la capitale rwandaise

NAIROBI

de notre correspondant

De violents combats ont éclaté, jeudi 7 avril dans la matinée, à Kigali, la capitale rwandaise, aux abords de la présidence et près de la résidence du premier ministre, M^{me} Agathe Uliwingiyimana, quelques heures après l'accident d'avion dans lequel ont péri le président du Rwanda, Juvénal Habyarimana, et son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira. La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) qui compte 2 500 militaires, répartis dans le pays, ont renforcé leurs patrouilles dans les rues de la capitale. Au Burundi, la situation était calme, du moins à Bujumbura, la capitale.

Des témoins et l'ambassadeur du Rwanda à Bruxelles ont indiqué que l'accident d'avion dans lequel ont péri, mercredi 6 avril, près de Kigali, les présidents du Burundi et du Rwanda, était dû à un attentat, l'appareil ayant essuyé des tirs au moment où il s'apprêtait à atterrir.

■ **AFFRONTLEMENTS A KIGALI.** Des affrontements à l'arme lourde ont éclaté, jeudi dans la matinée, à Kigali, tandis qu'à Bujumbura, la capitale burundaise, le calme semblait persister.

■ **RIVALITÉS TRIBALES.** La disparition brutale des chefs d'Etat burundais et rwandais risque de relancer la guerre tribale, qui oppose Hutus et Tutsis dans ces deux anciennes colonies belges, et qui a déjà coûté la vie, ces dernières années, à des centaines de milliers de personnes.

Aucun survivant n'a été retrouvé dans la carcasse calcinée du Mystère-Falcon, piloté par un équipage français - pilote, co-pilote et mécanicien - qui s'est écrasé, mercredi dans la soirée, près de Kigali. A bord de cet appareil, avaient notamment pris place Bernard Ciza et Cyriaque Simbizi, ministres burundais du plan et de la communication.

La cause de l'accident n'est pas encore officiellement établie. Un témoin, joint par téléphone à Kigali, affirme avoir entendu plusieurs explosions juste avant que l'appareil ne s'écrase au sol. Selon l'ambassadeur du Rwanda en Belgique, l'avion présidentiel a été abattu par des tirs de roquettes alors qu'il avait amorcé sa descente sur l'aéroport de la capitale rwandaise.

Plusieurs personnalités rwandaises, proches du pouvoir déchu par les Hutus depuis 1959, affirment déjà, en privé, que le Front patriotique rwandais (FPR) « est à l'origine de cet attentat ». Fondé par des réfugiés tutsis, le mouvement rebelle, avait obtenu, grâce aux accords d'Arusha signés en août 1993 après trois ans de guerre civile, le droit de cantonner des troupes dans la capitale rwandaise pour protéger ses responsables qui devaient participer aux institutions de la transition. Récemment, le FPR avait accusé, à plusieurs reprises, le président Habyarimana de retarder l'application des accords d'Arusha.

Un responsable du FPR a estimé, pour sa part, que c'est « un non-sens absolu » de l'accuser d'être responsable de la mort du président rwandais, ajoutant que cet « événement malheureux est certainement le fait des ennemis d'Habyarimana ». Avec son homologue burundais, le chef de l'Etat rwandais revenait de Dar es Salaam en Tanzanie où ils avaient assisté à un sommet régional, consacré justement aux crises que traversent leurs deux pays.

S'imposer par les armes ?

S'agissant du Burundi, les participants au sommet de Dar es Salaam avaient chargé les ministres des affaires étrangères tanzanien, kenyan et ougandais de se rendre à Bujumbura dans le cadre d'une mission de conciliation. Ils avaient, en outre, souhaité, que le gouvernement puisse fonctionner « librement » et que les institutions du pays, notamment l'armée, « aient la confiance de la population ».

Les suspicions qui pèsent sur le FPR, vont radicaliser le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), le parti à majorité hutue, porté au pouvoir par les élections de juin 1993 mais dont l'action est quasiment paralysée par l'opposition qui bénéficie du soutien de l'armée, dominée par les Tutsis. La guerre civile, qui se profile à l'horizon avec l'apparition d'une résistance armée hutue en province et à Bujumbura, risque d'éclater plus tôt que prévu.

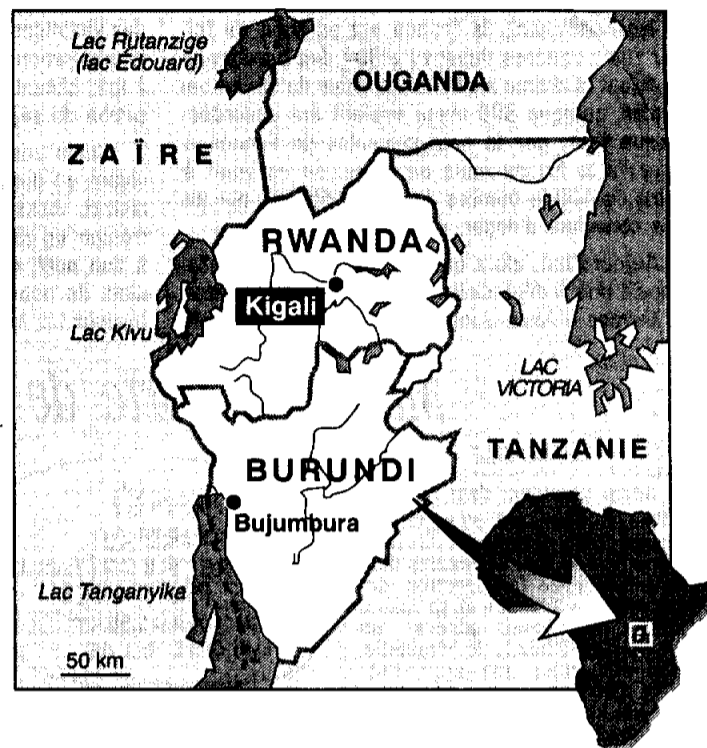
Pour ce qui concerne le Rwanda, le communiqué final avait demandé qu'y soit rapide-

ment comblé le vide constitutionnel et que, pour ce faire, soient mises en place les institutions de transition, à savoir un gouvernement à base élargie, c'est-à-dire ouvert à tous les partis politiques dont le FPR, ainsi qu'une Assemblée nationale. Jusqu'alors, une seule disposition des accords d'Arusha avait été appliquée, à savoir l'installation, en janvier dernier, de la présidence de la République.

Paralysé par la mauvaise volonté du président rwandais, le processus de paix vient de subir un coup d'arrêt qui laisse champ libre aux extrémistes. Aux termes des accords d'Arusha - si tant est qu'ils soient respectés - c'est le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRNDD), l'ancien parti unique, qui devra désigner un successeur au président Habyarimana. Il y a de fortes chances qu'il choisisse un « dur », encore moins enclin à composer avec le FPR que ne l'était son prédécesseur.

Les observateurs estiment qu'à court terme, le FPR sortait gagnant des accords d'Arusha, avec un nombre de portefeuilles ministériels et une présence dans la future armée nationale sans rapport avec sa représentativité dans la population puisque celle-ci compte moins de 15 % de Tutsis. Ces mêmes observateurs font valoir qu'une fois passée la période de transition, le FPR n'avait « aucune chance de conserver les acquis d'Arusha ». Ce qui expliquerait, à leurs yeux, une éventuelle stratégie visant à s'imposer par les armes.

JEAN HÉLÈNE



CLÉS/ Le Rwanda

■ **Un pays déchiré par les guerres tribales.** - La République du Rwanda était dirigée depuis juillet 1973 par le général Juvénal Habyarimana, d'ethnie hutue. Après dix-sept ans de régime à parti unique, le multipartisme a été instauré le 10 juin 1991. Neuf partis ont été reconnus. Le pays a toujours été déchiré par les guerres tribales.

■ **Situation géographique.** - Petit pays enclavé de 26 336 kilomètres carrés, limi-

trophe de l'Ouganda, du Zaïre, du Burundi et de la Tanzanie.

■ **Population.** - 7,1 millions d'habitants, Hutus (90 %), Tutsis (9 %) et Twas (1 %).

■ **Capitale.** - Kigali (234 500 habitants).

■ **Principales religions.** - Chrétiennes (65 %), animistes (20 %) et musulmane (9 %).

■ **Economie.** - Pays essentiellement agricole : café (80 % des exportations), thé, quinquina.

■ **Forces armées.** - 15 000 hommes. - (AFP.)

CLÉS/ Le Burundi

■ **De fréquents affrontements interethniques.** - La République du Burundi était dirigée depuis le 5 février 1994 par le président Cyprien Ntaryamira. D'ethnie hutue, il avait succédé à Melchior Ndadaye, assassiné le 21 octobre dernier. Des massacres interethniques ont ensanglanté le pays à plusieurs reprises, notamment en 1972, lorsque 200 000 Hutus ont été tués, et en 1988 (entre 5 000 et 50 000 morts). Une nouvelle Constitution prévoyant le multipartisme a été adoptée en mars 1992, après vingt-six ans de parti unique. Après la tentative de putsch d'octobre 1993, au cours de laquelle 25 000 à 50 000 personnes avaient été massacrées, le Parlement avait amendé la Consti-

tution pour élire un nouveau chef de l'Etat.

■ **Situation géographique.** - Limitrophe du Rwanda, de la Tanzanie et du Zaïre, c'est l'un des plus petits Etats d'Afrique avec une superficie de 27 834 km².

■ **Population.** - 5 356 000 habitants, dont plus de 80 % de Hutus. Le Nord est peuplé de Tutsis.

■ **Capitale.** - Bujumbura (300 000 habitants).

■ **Principales religions.** - Chrétiens (70 %), animistes (15 %).

■ **Economie.** - L'agriculture occupe 80 % de la population. Les principales ressources sont le café (89 % des exportations), le thé, le coton et le cuir.

■ **Forces armées.** - 7 200 hommes, en majorité tutsis. - (AFP.)

Cyprien Ntaryamira, chef d'Etat consensuel

Cyprien Ntaryamira, trente-neuf ans, avait été élu président de la République du Burundi, par le Parlement, le 13 janvier. Quelques jours plus tôt, les parlementaires avaient voté un amendement à la Constitution leur permettant d'élire le chef de l'Etat, une élection au suffrage universel direct étant impossible vu l'état du pays.

Membre fondateur du Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi), il avait succédé au président Melchior Ndadaye, assassiné lors du putsch militaire manqué du 21 octobre 1993. Plutôt réservé, sans grand talent oratoire, il avait néanmoins cherché, dès son premier discours d'investiture, à apparaître comme un homme de consensus placé au-dessus des partis politiques (*le Monde* du 9 février).

Né le 6 mars 1955 dans la province de Bujumbura, Cyprien Ntaryamira, comme son prédécesseur, appartenait à l'ethnie

majoritaire des Hutus, qui n'avait jamais dirigé le pays avant l'élection de Melchior Ndadaye, en juin 1993. En 1972, fuyant les massacres de Hutus, il était allé vivre au Rwanda, où il était devenu l'un des fondateurs du Mouvement des étudiants progressistes burundais. Ingénieur agricole de formation, il avait été nommé ministre de l'agriculture dans le gouvernement de Sylvie Kinigi, formé en juillet 1993, après l'investiture du président Ndadaye.

Le gouvernement burundais, dans lequel il avait été contraint d'intégrer quelques opposants extrémistes, avait fait la preuve de sa fragilité ces dernières semaines, lors des affrontements entre la population hutue des faubourgs de la capitale et des militaires (l'armée étant majoritairement tutsie). Plusieurs centaines de personnes ont été tuées lors de ces combats, fin mars (*le Monde* du 5 avril).

Juvénal Habyarimana, « l'homme viril »

A ses débuts, les Rwandais l'avaient fièrement surnommé le « mugabo » - « l'homme viril ». Il faudrait « que le chef ne soit plus considéré comme étant au-dessus des autres, mais un parmi les autres, et un serviteur », disait-il en 1988, quinze ans après son arrivée au pouvoir, à une époque où il bénéficiait encore d'une certaine audience.

Mais le général-major Juvénal Habyarimana a commencé à perdre de son aura en 1991 avec l'introduction du multipartisme, qui a sonné le glas de son hégémonie. Son parti, dont tout Rwandais, à l'origine, était « membre de droit et de devoir », ne garda dès lors de son influence que dans le nord du pays.

Juvénal Habyarimana est né le 8 mars 1937 au sein d'une famille hutue. Il entre à l'Ecole des officiers de Kigali, dont il sort major de la première promotion en décembre 1960. Il gravira ensuite tous les échelons, jusqu'à devenir chef d'état-major général, puis ministre de la police et homme de confiance du président Grégoire Kayibanda. Le 5 juillet 1973, il

renverse, sans effusion de sang, le chef de l'Etat. Le pouvoir était très affaibli : cinq mois plus tôt, des affrontements entre étudiants hutus et tutsis avaient fait trois cents morts.

Les débuts du général-président sont prometteurs : il s'efforce de donner à son régime militaire une large assise populaire et de faire oublier le vieil antagonisme entre la minorité tutsie, au pouvoir à l'époque monarchique et coloniale, et la majorité hutue. En 1975, il crée dans ce but le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND), qui sera le seul parti autorisé jusqu'en 1990. Le mouvement veut rassembler « le peuple rwandais tout entier en vue de mieux réaliser son développement ». Il y réussit dans un premier temps, notamment grâce à son éloquence.

Régime autocratique

Mais le régime ne va pas tarder à devenir autocratique. D'abord à l'intérieur, où Juvénal Habyarimana privilégie les ressortissants du nord du pays au

détriment de ceux du sud. Ensuite vis-à-vis de l'extérieur, lorsqu'il ferme les frontières aux centaines de milliers de Tutsis, en exil depuis 1959, qui réclament leur retour sur la terre de leurs ancêtres. Son argumentation : « Le Rwanda est un pays surpeuplé, il n'y a pas un seul centimètre carré de libre. » Mal lui en prend : en octobre 1991, les Tutsis réfugiés en Ouganda lancent une attaque dans le nord du pays.

Pendant trois ans, la guerre oppose le Front patriotique rwandais (FPR) à l'armée gouvernementale. En février 1993, une commission d'enquête internationale met en cause le maître de Kigali en dénonçant des massacres de populations tutsies.

Le conflit le contraint à signer, le 4 août 1993, les accords de paix d'Arusha (Tanzanie), qui reconnaissent aux réfugiés rwandais le droit de retourner dans leur pays, et leur promettent une intégration au sein du gouvernement et dans l'armée. Mais une partie des accords restera lettre morte, du fait, notamment des réticences du président.